

**Art. 3.** Le président du tribunal peut, lorsque les besoins des services l'exigent, et après avoir recueilli l'avis de l'auditeur du travail, décider de faire tenir par les chambres des audiences supplémentaires dont il fixe les jours et les heures.

**Art. 4.** Toutes les demandes sur citations sont introduites devant la première chambre.

Les demandes introduites par requêtes, visées par l'article 704 du Code judiciaire ou par d'autres textes légaux, sont distribuées aux chambres compétentes par le président du tribunal.

**Art. 5.** Les demandes introduites devant le tribunal qui ne sont pas expressément visées par le présent règlement ou qui se fonderaient sur de nouvelles dispositions modifiant ou complétant les articles 578 à 583 du Code judiciaire sont distribuées, par le président du tribunal, aux chambres susceptibles d'en connaître eu égard à la composition de leur siège et à leur compétence matérielle déterminée ci-avant.

**Art. 6.** L'arrêté royal du 4 novembre 1970 fixant le règlement particulier du tribunal du travail de Dinant, modifié par l'arrêté royal du 4 septembre 1978, est abrogé.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le 2 septembre 1985.

**Art. 8.** Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 20 août 1985.

**BAUDOIN**

Par le Roi :  
Le Ministre de la Justice,  
J. GOL

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
M. HANSENNE

F. 81 — 1900

20 AOUT 1985  
Arrêté royal fixant le règlement particulier  
du tribunal du travail d'Arlon

BAUDOIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment l'article 81, modifié par les lois des 30 juin 1971 et 4 août 1978, les articles 82, 83 et 88, l'article 88, modifié par la loi du 15 juillet 1970, les articles 89 à 91, l'article 92, modifié par la loi du 28 juin 1974 et les articles 93, 95 et 96;

Vu les avis du premier président de la cour du travail de Liège, du premier président de la cour d'appel de Liège et du procureur général à Liège, du président du tribunal du travail de Dinant, de l'auditeur du travail à Arlon, du greffier en chef du tribunal du travail d'Arlon et du bâtonnier de l'Ordre des avocats d'Arlon;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le tribunal du travail d'Arlon est composé de six membres.

La première chambre est la chambre d'introduction.

La deuxième chambre connaît des matières prévues par le Code judiciaire à l'article 578 lorsqu'elle sont relatives aux ouvriers, à l'article 579, et à l'article 580 lorsqu'elles sont relatives aux salariés.

La troisième chambre connaît des matières prévues par le Code judiciaire à l'article 578 lorsqu'elle sont relatives aux employés, à l'article 579 concurremment avec la chambre 2, à l'article 582, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, et à l'article 583 lorsqu'il s'agit de l'application de sanctions administratives aux employeurs.

**Art. 3.** De voorzitter van de rechtbank kan, naar gelang van de behoeften van de dienst, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, beslissen dat de kamers bijkomende zittingen zullen houden op de dagen en uren die hij bepaalt.

**Art. 4.** Alle vorderingen door dagvaarding worden ingesteld bij de eerste kamer.

De bij verzoekschrift ingeleide vorderingen genoemd in artikel 704 van het Gerechtelijk Wetboek of in andere wetteksten, worden door de voorzitter van de rechtbank toegewezen aan de bevoegde kamers.

**Art. 5.** De bij de rechtbank ingestelde vorderingen die in dit reglement niet uitdrukkelijk zijn genoemd of die steunen op nieuwe bepalingen tot wijziging of aanvulling van de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek, worden door de voorzitter van de rechtbank toegewezen aan de kamers die, op grond van hun samenstelling en van de hen hierboven toegewezen bevoegdheid in zulke zaken, kennis kunnen nemen van die vorderingen.

**Art. 6.** Het koninklijk besluit van 4 november 1970 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Dinant, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 september 1978, wordt opgeheven.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking op 2 september 1985.

**Art. 8.** Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Teverkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 20 augustus 1985.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Justitie,  
J. GOL

De Minister van Teverkstelling en Arbeid,  
M. HANSENNE

N. 85 — 1900

20 AUGUSTUS 1985  
Koninklijk besluit tot vaststelling van het bijzonder reglement  
voor de arbeidsrechtbank te Aarlen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op artikel 81, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1971 en 4 augustus 1978, op de artikelen 82, 83 en 86, op artikel 88, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1970, op de artikelen 89 tot 91, op artikel 92, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1974 en op de artikelen 93, 95 en 96;

Gelet op de adviezen van de eerste voorzitter van het arbeidshof te Luik, van de eerste voorzitter van het hof van beroep te Luik en van de procureur-generaal te Luik, van de voorzitter van de arbeidsrechtbank te Aarlen, van de arbeidsauditeur te Aarlen, van de hoofdgreffier van de arbeidsrechtbank te Aarlen en van de stafhouder van de Orde van advocaten te Aarlen;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Teverkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De arbeidsrechtbank te Aarlen bestaat uit zes kamers.

Bij de eerste kamer worden de zaken ingeleid.

De tweede kamer neemt kennis van de zaken bepaald in het Gerechtelijk Wetboek bij artikel 578 wanneer zij arbeiders betreffen, bij artikel 579, en bij artikel 580 wanneer zij werknemers betreffen.

De derde kamer neemt kennis van de zaken bepaald in het Gerechtelijk Wetboek bij artikel 578 wanneer zij bedienden betreffen, bij artikel 579 samen met de tweede kamer, bij artikel 582, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup>, en bij artikel 583 wanneer het de toepassing betreft van administratieve sancties op de werkgevers.

La quatrième chambre connaît des matières prévues par le Code judiciaire à l'article 580 lorsqu'elles sont relatives aux indépendants, à l'article 581, à l'article 583 lorsqu'il s'agit de l'application de sanctions administratives aux travailleurs indépendants.

La cinquième chambre connaît des matières prévues par le Code judiciaire à l'article 582, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

La sixième chambre connaît des contestations visées à l'article 34ter, § 4, de la loi du 9 août 1963 (modifié par les lois des 26 mars 1970 et 8 août 1980) instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Chaque chambre connaît en outre, selon la répartition qui en est faite par le président du tribunal, des autres affaires dont le tribunal prend connaissance en vertu de dispositions légales ou réglementaires relatives à des matières qui ne sont pas visées par les articles 578 à 583 du Code judiciaire.

**Art. 2.** La première chambre siège le premier mardi du mois, à 15 heures.

La deuxième chambre siège les deuxième et troisième mardis du mois à 15 heures.

La troisième chambre siège le troisième mardi du mois à 15 heures.

La quatrième chambre siège le deuxième vendredi du mois à 15 heures.

La cinquième chambre siège le deuxième vendredi du mois à 15 heures.

La sixième chambre siège le deuxième vendredi du mois à 15 heures.

Les audiences de référé et celles auxquelles les règles de la procédure en matière de référé sont applicables sont tenues les deuxième et quatrième mardis du mois à 15 heures.

Le bureau d'assistance judiciaire siège les premier et troisième mardis du mois à 15 heures.

**Art. 3.** Les chambres peuvent, selon les besoins du service, tenir des audiences supplémentaires dont elles fixent elles-mêmes les jours et heures avec l'accord du président du tribunal et après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail.

**Art. 4.** Les introductions se font le premier mardi du mois à 15 heures à la première chambre. Cette chambre connaît des matières prévues aux articles 578 à 583 du Code judiciaire et des autres affaires dont le tribunal prend connaissance en vertu de dispositions légales ou réglementaires relatives à des matières non visées par ces articles.

**Art. 5.** Le président du tribunal peut en outre, après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, modifier temporairement le nombre et les attributions des chambres. Dans ce cas son ordonnance est affichée au greffe et le premier président de la cour du travail en est immédiatement informé.

**Art. 6.** Le président du tribunal établit, après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, les jours et heures des audiences de vacations et désigne les magistrats qui doivent y siéger. Le président du tribunal peut en tout temps, modifier ce tableau en raison des nécessités du service.

**Art. 7.** L'arrêté royal du 21 septembre 1972, abrogeant et remplaçant l'arrêté royal du 30 octobre 1970 fixant le règlement particulier du tribunal du travail d'Arlon, modifié par l'arrêté royal du 17 octobre 1980, est abrogé.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le 2 septembre 1985.

**Art. 9.** Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 20 août 1985.

**BAUDOIN**

Par le Roi :  
Le Ministre de la Justice,  
J. GOL

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
M. HANSENNE

De vierde kamer neemt kennis van de zaken bepaald in het Gerechtelijk Wetboek bij artikel 580 wanneer zij zelfstandigen betreffen, bij artikel 581, en bij artikel 583 wanneer het de toepassing betreft van administratieve sancties op de zelfstandigen.

De vijfde kamer neemt kennis van de zaken bepaald in het Gerechtelijk Wetboek bij artikel 582, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>.

De zesde kamer neemt kennis van de geschikken bedoeld in artikel 34ter, § 4, van de wet van 9 augustus 1963 (gewijzigd bij de wetten van 26 maart 1970 en 8 augustus 1980) tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Ieder kamer neemt tevens, naar gelang van de door de voorzitter van de rechtbank gedane verdeling, kennis van de andere zaken waarvan de rechtbank kennis neemt krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende aangelegenheden die niet genoemd zijn in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek.

**Art. 2.** De eerste kamer houdt zitting de eerste dinsdag van de maand om 15 uur.

De tweede kamer houdt zitting de tweede en vierde dinsdag van de maand om 15 uur.

De derde kamer houdt zitting de derde dinsdag van de maand om 15 uur.

De vierde kamer houdt zitting de tweede vrijdag van de maand om 15 uur.

De vijfde kamer houdt zitting de tweede vrijdag van de maand om 15 uur.

De zesde kamer houdt zitting de tweede vrijdag van de maand om 15 uur.

De zittingen in kort geding en die waarop de procedureregelen van het kort geding van toepassing zijn, worden gehouden de tweede en vierde dinsdag van de maand om 15 uur.

Het bureau voor rechtsbijstand houdt zitting de eerste en derde dinsdag van de maand om 15 uur.

**Art. 3.** De kamers kunnen, naar gelang van de behoeften van de dienst, bijkomende zittingen houden waarvan zij zelf de dag en het uur bepalen in overleg met de voorzitter van de rechtbank, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen.

**Art. 4.** De inleidingen geschieden de eerste dinsdag van de maand om 15 uur in de eerste kamer. Zij neemt kennis van de zaken bepaald bij de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek, alsmede van de andere zaken waarvan de rechtbank kennis neemt krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende zaken die bij genoemde artikelen niet zijn bepaald.

**Art. 5.** De voorzitter van de rechtbank kan ook, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, tijdelijk het aantal en de bevoegdheden van de kamers wijzigen. In dit geval wordt zijn beschikking ter griffie aangeplakt en onmiddellijk ter kennis gebracht van de eerste voorzitter van het arbeidshof.

**Art. 6.** De voorzitter van de rechtbank stelt, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, de dag en het uur van de vakantiezingen vast en wijst de magistraten aan die er zitting zullen houden. De voorzitter van de rechtbank kan te allen tijde die lijst wijzigen volgens de behoeften van de dienst.

**Art. 7.** Het koninklijk besluit van 21 september 1972 tot opheffing en vervanging van het koninklijk besluit van 30 oktober 1970 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Aarlen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 oktober 1980, wordt opgeheven.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking op 2 september 1985.

**Art. 9.** Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 20 augustus 1985.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Justitie,  
J. GOL

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
M. HANSENNE